

# **SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE** **CGT, CFDT, CGT-FO, SUD**

---

## **Communiqué de presse**

-----

### **Succès de la journée de mobilisation des enquêtrices et enquêteurs, précaires de l'Insee**

#### **Mais sans réponse de la direction de l'Insee sur de meilleures propositions salariales, la qualité d'indicateurs phares de la statistique publique est menacée**

Les enquêtrices et enquêteurs de l'Insee se sont rassemblés au siège de l'Insee ce mardi 13 mars.

Venus de plusieurs régions de métropole, et de la région parisienne, ces agents précaires de la fonction publique ont voulu se faire entendre de la direction de l'Insee. Elles et ils sont dispersés sur l'ensemble du territoire et ne se déplacent jamais au siège de l'Insee.

Le mouvement de grève a commencé à porter ses fruits puisque le ministère et l'Insee se sont engagés pour que l'application de la loi Sauvadet ne porte pas préjudice aux enquêtrices et enquêteurs (la perspective d'un « CDI pigiste » avait provoqué l'indignation du réseau à la mi-février).

Mais leurs revendications sur la rémunération proposée pour leur futur statut sont toujours d'actualité. En effet, la rémunération proposée par l'Insee et les ministères économique et financier est trop proche du Smic. Compte tenu des temps partiels fréquents, la rémunération proposée serait inférieure à leurs revenus actuels pour la moitié d'entre eux.

La direction de l'Insee s'est engagée à ce qu'il n'y ait pas de perte de salaire par le versement, d'une prime différentielle. Celle-ci étant dégressive, au final cet engagement aboutira à un gel de salaire, pendant de très longues années : c'est inadmissible pour des agents ayant des salaires de base aussi faibles !

Pendant cette journée de mobilisation, les enquêtrices et enquêteurs ont recueilli le soutien de leurs collègues des bureaux de l'Insee. Une nouvelle collecte de soutien est en cours, de manière à permettre aux grévistes de tenir malgré les pertes salariales particulièrement douloureuses à ce niveau de rémunération. En effet, la moitié des enquêtrices et enquêteurs gagnaient moins de 850 € brut mensuel en 2009.

Les enquêtrices et enquêteurs continuent de revendiquer des rémunérations reconnaissant leurs qualifications.

Le mouvement de grève est donc maintenu, avec des conséquences sur la qualité de certains indicateurs de la statistique publique :

- l'indice des prix, donc certains éléments ne sont pas relevés depuis 4 mois pleins (fruits, carburants, fioul, ...)
- le taux de chômage qui sortira début juin, dont la collecte des données devrait se faire actuellement.

Les enquêtrices et enquêteurs espèrent que la direction de l'Insee et les ministères économique et financier, qui portent seuls la responsabilité de la dégradation de ces indicateurs de la statistique publique, sauront rapidement reconnaître la légitimité des revendications et la nécessité d'y répondre positivement.

Un prochain rendez-vous est fixé avec la direction de l'Insee le 22 mars.

A Paris le 14 mars 2012